

EUROPE - MONDE

Les industries et les investisseurs vont conduire le changement

COP21. Le secteur privé a totalement intégré la problématique du CO₂ et de ses conséquences collatérales sur le climat.

OLIVIER FERRARI*

De ce mégaévénement sans précédent, nous retiendrons la grande effervescence qui s'est emparée d'un large spectre des parties prenantes de la lutte contre le réchauffement climatique: organisations non gouvernementales; médias; délégations officielles; écoles, universités; ONU; Banque mondiale; FMI; OCDE; société civile et j'en passe. Mais il y en a une qui, bien qu'a priori insoupçonnée, s'est largement emparée de ce mouvement; je veux parler de l'économie privée.

La construction d'un crescendo par le réseau institutionnel de la conférence de Paris a été féconde - ne lui enlevons pas cela - mais les limites de ses possibilités n'ont jamais été un secret pour personne, preuve en est l'apostille initiale de Laurent Fabius, président de la COP21: «Il faut que les négociateurs et les ministres soient à la hauteur de cette impulsion. Il serait quand même paradoxal qu'ils soient en retard par rapport au secteur privé!»

Plus que l'issue avérée de cette 21^e conférence des parties, c'est la dynamique insufflée par l'industrie autant que par la finance que l'on peut annoncer fructueuse. La problématique a été résolue dans les limites de ce que les politiques pouvaient accepter, alors qu'ils ont eux-mêmes porté la COP21 à ce niveau. En revanche les actions du marché méritent une présentation.

Du côté de la finance, les initiatives durables se sont multipliées: les obligations vertes, le désinvestissement des énergies fossiles, l'engagement actionnarial de type ESG ou les fonds verts sont en passe de devenir un incontournable des portefeuilles. Et en ce qui concerne les entreprises et

l'industrie, on recense un nombre encourageant de coalitions. Le Climate Change Reporting Framework, par exemple, regroupe plusieurs géants - L'Oréal, Nestlé, Tata, Unilever - qui se sont engagés, de manière volontaire, à récolter et publier les informations internes associées à la problématique environnementale. Ce genre d'initiative permet de comprendre la mesure de l'impact que le changement climatique pourrait avoir sur leur performance.

La société civile, quant à elle, a fait naître un mouvement remarquable; l'organisation «Divest Invest» a appelé, à l'échelle mondiale, des investisseurs de tous horizons - fonds souverains, caisses de pensions, industries, fondations, individus, family office - à désinvestir des énergies fossiles et de réallouer une part de leur portefeuille à des investissements dans des solutions climatiques. Avec une annonce de financement s'élevant à 2600 milliards, ce pooling civil massif a su créer une

masse critique qui lui permet de devenir co-acteur du financement climatique global, au même titre que les banques et les Etats.

Certaines de ces coalitions sont aussi nationales et endossées par leur Etat, à l'instar de l'American Business Act on Climate Pledge, une initiative lancée par la Maison-Blanche. Lors de mon passage au Bourget, j'ai pu entendre, au cours d'une conférence à l'U.S. Center, un représentant de cette formation déclarer: la mission américaine dans cette COP21 est claire; nous sommes là pour transformer les avancées en cours en un endurant cadre pour le progrès. Les Etats-Unis veillent à garantir que les ressources soient disponibles pour les pays disposés à faire leur part. Le porte-parole d'une autre des 154 entreprises américaines membres de ce groupe, explique que la COP21 est importante mais en fin de compte, ce sont les industries qui vont conduire le changement, elles le doivent. Nous voyons des centaines d'entreprises qui se réunis-

sent, qui sont convaincues de défendre certaines solutions et qui veulent les mettre en œuvre.

L'industrie est prête, le financement se précise sans attendre le cadre légal. C'est ce que j'ai compris au fil des différentes conférences, en assistant aux dépositions du compte rendu intermédiaire des délégations étatiques, en discutant avec les sociétés présentes: le secteur privé a totalement intégré la problématique du CO₂ et de ses conséquences collatérales sur l'environnement. Les préoccupations environnementales deviennent des leviers de croissance de plus en plus pris en considération. A tel point que la réponse découlera de l'offre de développement économique que ce même secteur privé est en train de formaliser et réussira à en faire une création de valeur ajoutée pour l'environnement, les Etats, les entreprises et les investisseurs.

* CEO de Coninco à Vevey, *Explorers in Finance*.

L'étape historique

CLIMAT. Le plus difficile reste à faire après l'accord de Paris: concrétiser les engagements pris par 195 pays.

Après l'euphorie et les discours qui ont salué l'accord de Paris sur le climat comme une «étape historique», le plus dur reste à faire: concrétiser les engagements ambitieux pris par 195 pays. Résumant un sentiment général, le président américain Barack Obama a reconnu dès samedi soir que «le problème n'est pas résolu grâce à l'accord de Paris». Les divergences qui se sont exprimées en près de deux semaines de difficiles négociations au Bourget, près de Paris, ont souligné l'ampleur des obstacles restant à surmonter. L'accord se fixe pour objectif de limiter «bien en deçà» de deux degrés Celsius la hausse du thermomètre par rapport à l'ère préindustrielle, et même, si possible, à 1,5 degré.

Une tâche qui s'annonce difficile: le réchauffement de la planète a déjà atteint près d'un degré, a averti le mois dernier l'Organisation météorologique mondiale. Et même s'ils étaient respectés, les engagements de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre déjà annoncés par la quasi-totalité des pays placeraient la Terre sur une trajectoire de +3 degrés. Le seul espoir réside dans les dispositions de l'accord encourageant les pays à revoir leurs promesses à la hausse dans les années à venir. «C'est l'élément clé pour assurer que les actions deviennent de plus en plus fortes, de manière à parvenir à 2 degrés et en dessous», a déclaré à l'AFP Tasneem Essop, du WWF. Selon les scientifiques, au-delà de 2 degrés, le réchauffement de la planète aurait des conséquences dramatiques: tempêtes, sécheresses, montée du niveau des océans, guerre pour l'eau, migrations massives...

L'accord prévoit donc un mécanisme de révision des engagements volontaires des pays pour qu'il reste possible de contenir le réchauffement sous les 2 degrés. Mais selon le Climate Action

Tracker (CAT), qui regroupe quatre instituts de recherche, les promesses faites par la plupart des pays sont «insuffisantes» et «presque tous» doivent revoir à la hausse les engagements qu'ils ont pris à l'horizon 2025 ou 2030. En 2018, deux ans avant l'entrée en vigueur de l'accord, une première étape consistera à faire le bilan des progrès réalisés dans la transition des énergies fossiles (charbon, gaz, pétrole) vers les énergies renouvelables (éolien, solaire..).

Ce bilan doit servir de base aux nouveaux engagements de réduction d'émissions, appelés à remplacer ceux qui entreront en vigueur avec l'accord en 2020. «Ce sera un moment politique important, où les gouvernements seront incités à accroître leurs efforts», souligne Mohamed Adow, de l'ONG Christian Aid. Si les engagements ne sont pas bientôt revus à la hausse, le monde pourrait se retrouver coincé sur une trajectoire de trois degrés pour les dix prochaines années.

Certains pays se sont fixé des objectifs à l'horizon 2025, d'autres 2030, une disparité qui complique encore la tâche, selon Tasneem Essop. Une fois l'accord entré en vigueur, l'impact des efforts menés sera examiné tous les cinq ans à partir de 2023 et, au vu de ce bilan, les engagements seront revus à la hausse tous les cinq ans à partir de 2025. Beaucoup auraient souhaité que l'accord soit plus exigeant sur ce point, qui a fait l'objet de divergences. Les Etats-Unis par exemple veulent que les engagements soient volontaires et non contraignants, pour éviter d'être obligés de soumettre l'accord au Congrès, hostile à sa ratification. Selon les scientifiques, pour respecter le seuil de 2 degrés, les émissions de gaz à effet de serre doivent baisser de 40% à 70% entre 2010 et 2050, et atteindre zéro d'ici à 2100. ■

Bonnes intentions: 1 - Conditions cadres: 0

La COP21 n'aura certainement aucun impact sur les émissions de gaz à effet de serre et le réchauffement climatique. Les intentions et les discours sont là, mais la forme, tout comme la volonté politique, n'y sont pas. L'un des points-phares de la COP 21 est de limiter le réchauffement à moins de 2 degrés. Sérieusement? Les politiques maîtriseraient-ils soudain la nature? Sur la forme encore, comment impliquer des citoyens avec des discussions sans fin et des textes fouillis que la grande majorité des populations ne lira pas? On pourrait presque ici parler d'irresponsabilité de la part du politique, en se cachant sous l'apparence de la complexité.

Il ne s'agit pas de nier la complexité de la résolution de ce sujet, qui transcende à lui seul des problématiques graves de transition énergétique ou de santé publique. Cependant, des conditions cadres efficaces pourraient être bien plus adaptées à l'objectif. Dans une tribune publiée dans nos colonnes (*L'Agefi du 1^{er} décembre*), la directrice du FMI, Christine Lagarde, a souligné que la tarification appropriée des émissions de gaz

à effet de serre devrait être au cœur des engagements, tout comme une fiscalité avisée. «Si les grands pays émetteurs imposaient une taxe de 30 dollars la tonne de CO₂, ils pourraient générer des rentrées fiscales de l'ordre de 1% du PIB». On sait déjà depuis vendredi qu'il ne faut pas compter sur cette option: la mention d'une tarification du prix du carbone a été écartée de l'accord de la COP 21. Marie-José Nadeau, à la tête du World Energy Council, regrettait profondément cette éviction dans la presse vendredi.

Bien entendu, il ne s'agit pas d'être jusqu'au boutiste. En Suisse, l'initiative des Verts libéraux qui proposait de remplacer la TVA par une taxe sur l'énergie avait été un échec cuisant en mars dernier, avec un refus à 92%. Les Etats peuvent certainement faire plus, sans révolution mais en ajustant l'existant. En septembre, l'OCDE recensait encore 800 programmes de dépenses et allègements fiscaux qui incitent à produire ou à consommer des combustibles fossiles parmi ses pays membres et du G20. Le tout pour environ 200 milliards de dollars. - (Marjorie Théry)

AGENDA INTERNATIONAL

LUNDI 14 DÉCEMBRE -

UE

Bruxelles: conseil des ministres de l'Agriculture et de la Pêche de l'UE - et 15

Strasbourg: réunion plénière du Parlement européen - Jusqu'au 17

FRANCE

Veolia: journée investisseurs

JAPON

Enquête Tankan de la Banque du Japon (confiance des entrepreneurs) Production industrielle révisée octobre

PAYS-BAS

Commerce extérieur octobre

SLOVAQUIE

Inflation novembre

BULGARIE

Inflation novembre

SUÈDE

Publication de la liste des 100 plus grands fabricants d'armes en 2014 de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm

(Sipri)

FINLANDE

Inflation novembre

MARDI 15 DÉCEMBRE -

ALLEMAGNE

Baromètre ZEW de la confiance des milieux financiers

Metro: résultats annuels 2014/2015

GB

Inflation novembre

FRANCE

Compagnie des Alpes: résultats annuels exercice 2014-2015 (avant Bourse)

ITALIE

Telecom Italia: assemblée générale

ESPAGNE

Inflation novembre, chiffres définitifs

HONGRIE

Taux directeur de la Banque centrale

SUÈDE

Annonce de la banque centrale sur ses taux

NORVÈGE

Commerce extérieur novembre

USA

Inflation novembre

Activité industrielle dans la région de New York décembre

Flux de capitaux investis à long terme octobre

MERCREDI 16 DÉCEMBRE -

UE

Bruxelles: conseil des ministres de l'Environnement de l'UE

GB

Chômage octobre

ITALIE

RCS Mediagroup: assemblée générale

AUTRICHE

Inflation novembre

SUÈDE

SAS: résultats 2014/2015

USA

Mises en chantier de logements novembre

Production industrielle novembre

Stocks hebdo de pétrole brut

Conférence de presse de la présidente de la Fed Janet Yellen après décision sur les taux
FedEx: résultats 2T

JEUDI 17 DÉCEMBRE -

UE

Bruxelles: sommet de l'UE (et 18 décembre)

BCE

Publication du bulletin économique

ALLEMAGNE

Baromètre Ifo du moral des entrepreneurs

Conférence de presse de fin d'année de la fédération des machines-outils - VDMA

FRANCE

Enquêtes mensuelles de conjoncture dans les principaux secteurs de l'économie (22h00) - Insee

Indicateurs de climat des affaires et de retournement conjoncturel décembre (22h00) - Insee

Maurel et Prom: AGM

GB

Ventes au détail novembre

PAYS-BAS

Chômage novembre

ITALIE

Commerce extérieur octobre

GRÈCE

Chômage au 3T (données révisées)

SUÈDE

Chômage novembre (

NORVÈGE

Annonce de la banque centrale sur ses taux

USA

Balance des comptes courants au 3T Demandes hebdomadaires d'allocation chômage

Activité industrielle dans la région de Philadelphie décembre

Indicateur composite de l'activité économique novembre - Conference Board

Accenture: résultats 1T

JAPON

Commerce extérieur novembre

VENDREDI 18 DÉCEMBRE -

FRANCE

Créations d'entreprises novembre - Insee

Indices de prix de production et d'importation de l'industrie novembre - Insee

Activité et conditions d'emploi de la main-d'oeuvre (durée du travail et salaires), résultats définitifs du 3T - Dares

SLOVÉNIE

Standard & Poor's actualise sa notation pour le pays (date susceptible d'être modifiée)

CANADA

Inflation novembre

BlackBerry: résultats 3T exercice fiscal 2016

JAPON

BoJ: décision de politique monétaire à l'issue d'une réunion de deux jours